

## Retraites : 52 % des fonctionnaires contre l'alignement avec le privé *Le Monde* 16 avril 2003

Alors que MM. Fillon et Delevoye doivent rencontrer à nouveau les syndicats les 18 et 22 avril au sujet des retraites, la deuxième vague de notre "baromètre" de la Sofres pour Le Monde, RTL et le mensuel Notre temps fait apparaître une inquiétude persistante des sondés quant aux solutions envisagées par le gouvernement. 66 % des personnes interrogées s'avouent "plutôt inquiètes" lorsqu'elles songent à leur retraite, contre 58 % en mars. Les fonctionnaires, qui étaient alors à 55 % favorables à un allongement de leur durée de cotisation, ne sont plus aujourd'hui que 43 % à souhaiter cette mesure. 49 % des Français jugent par ailleurs que le rythme des réformes adopté par M. Raffarin est "trop lent". Dans un rapport, la Cour des comptes dénonce le "régime de faveur" des fonctionnaires.

À mesure que l'heure de la réforme des retraites approche, l'inquiétude des Français grandit. Mise en évidence par le deuxième "baromètre" de la Sofres pour Le Monde, RTL et le mensuel Notre Temps, cette crainte semble suscitée à la fois par l'incertitude persistante des sondés quant aux solutions à retenir et par le dépit que provoque, chez une majorité d'entre eux, l'action du gouvernement sur ce dossier. Si les résultats de mars avaient révélé des signaux encourageants pour le premier ministre, en montrant notamment la progression, dans l'opinion, de l'idée d'un allongement de la durée des cotisations et d'un alignement des régimes de retraite entre le secteur public et le secteur privé (Le Monde du 13 mars), ceux de la deuxième vague - effectuée peu après son émission télévisée, le 3 avril sur France 3 - dévoilent les indices d'un effritement relatif de ses positions, à l'heure où les syndicats durcissent leurs critiques contre les projets gouvernementaux.

Le désarroi des Français est patent : 66 % des personnes interrogées s'avouent "plutôt inquiètes" (contre 58 % le mois dernier) lorsqu'elles songent à leur retraite, seules 12 % se déclarant "plutôt confiantes" (contre 20 % le mois dernier). La peur de l'avenir apparaît majoritaire dans toutes les catégories d'âge : 75 % chez les 18-24 ans, 79 % chez les 25-34 ans, 81 % chez les 35-49 ans et encore 58 % chez les 50-64 ans. Elle l'est aussi dans toutes les catégories professionnelles, des ouvriers (84 %) aux commerçants et cadres (70 %) en passant par les employés (79 %), parmi les personnes travaillant à leur compte (67 %) comme chez les salariés (79 %), qu'ils soient dans le secteur public (76 %) ou dans le privé (80 %).

En toute logique, les sondés considèrent majoritairement que le financement des retraites constitue "un problème grave qu'il faut régler d'urgence" (74 %, contre 71 % il y a un mois), 23 % seulement jugeant qu'il s'agit d'un "sujet important mais qu'on a parfois tendance à exagérer" (26 % en mars). Encore relèvera-t-on que la perception de l'urgence est sensiblement inférieure chez les fonctionnaires (62 %) par rapport aux salariés du privé (77 %) ; mais cet écart disparaît lorsqu'est évoquée la perspective de "sacrifices" découlant de la réforme : 66 % des sondés s'estiment d'ores et déjà visés (67 % en mars), incluant 83 % des fonctionnaires et 84 % des salariés du secteur privé - mais aussi 88 % des ouvriers, 83 % des commerçants et cadres, 77 % des étudiants et lycéens.

Ces inquiétudes se traduisent dans l'insatisfaction élevée du "rythme adopté par le gouvernement" pour mettre en œuvre la réforme : 49 % des sondés l'estiment "trop lent", contre 17 % qui le jugent "trop rapide" et 20 % "comme il faut". À cette question - qui n'était pas posée le mois dernier -, les réponses révèlent un unanimisme ignorant les préférences politiques : M. Raffarin est jugé trop lent par 49 % des partisans de la gauche, 74 % de ceux de l'extrême droite et 51 % de ceux de la droite, dont 45 % des sympathisants de l'UMP.

Les fonctionnaires ne se rallient plus à l'alignement de leur régime de retraite sur celui des salariés du privé. Alors que 55 % des agents publics prônaient, il y a un mois, l'harmonisation pour des raisons d'"équité", contre 41 % qui préféraient le statu quo, la tendance s'est inversée : 52 %

des fonctionnaires refusent aujourd'hui l'allongement de la durée des cotisations, quand 43 % s'y résolvent ; dans le même temps, la proportion d'avis favorable à l'harmonisation dans le privé est restée identique, c'est-à-dire largement majoritaire : 81 % (contre 12 % qui la refusent). Quoique porteuse de difficultés pour le gouvernement, l'évolution constatée n'efface donc pas l'impression d'ensemble : 70 % des sondés sont favorables à l'alignement public-privé, la position dominante s'affichant dans toutes les catégories d'âge et de profession (hormis, donc, les fonctionnaires), nonobstant les sympathies politiques - à l'exception notable des partisans du PCF, hostiles à 49 % (contre 39 %) à l'alignement.

De même, la faveur réservée par le plus grand nombre à la solution de l'allongement de la durée des cotisations apparaît inchangée, un mois après : 42 % la jugent encore "la plus acceptable", 25 % préférant l'augmentation des cotisations (28 % en mars) et 14 % seulement la diminution des pensions (20 % en mars). Mis en avant par 51 % des travailleurs indépendants et par 39 % des salariés, l'allongement de la vie professionnelle a la préférence des agents publics (41 %) comme des salariés du privé (38 %) - ces derniers étant cependant 31 % à préconiser une hausse des cotisations. Il semble aussi l'objet d'un relatif consensus politique, prôné par 44 % des sympathisants du PS, 33 % de ceux du PCF, 53 % de ceux de l'UMP, 57 % de ceux de l'UDF et 41 % des partisans de l'extrême droite.

Le gouvernement ne progresse pas dans la confiance des Français : seuls 47 % des sondés disent lui faire "plutôt confiance" pour réformer les retraites, 46 % exprimant l'avis contraire. Cette division de l'opinion par moitié s'exprimait déjà le mois dernier (48 %, contre 48 %).

Mais l'effet de surplace est d'autant plus significatif que M. Raffarin donne le sentiment d'une grande mobilisation : 64 % des personnes interrogées l'estiment "très" ou "plutôt actif" (51 % au mois de mars) sur ce dossier, quand 29 % le jugent "peu" ou "pas actif" (44 % en mars).

Son volontarisme ne suffit pourtant pas à conférer à M. Raffarin l'image d'un premier ministre en passe de réussir : aux questions posées sur le "courage", l'"esprit de décision" et le "dialogue", les réponses dessinent une nette inflexion des opinions positives. 55 % des sondés estiment le gouvernement assez courageux, contre 31 % qui émettent l'opinion contraire, soit un solde positif de 24 % (- 6 points par rapport à mars) ; 46 % le jugent suffisamment décidé, contre 36 % (- 2 %) ; 37 % le trouvent assez à l'écoute, 50 % affirmant l'inverse (- 2 %). Seul progrès enregistré : 32 % des sondés estiment qu'il "explique clairement les objectifs de la réforme", contre 54 % qui déplorent le contraire).

Ce jugement mitigé se prolonge dans l'insatisfaction qu'affichent encore 54 % des sondés (contre 36 % de satisfaits) sur la manière dont est conduite la réforme. Il y a un mois, les sondés exprimaient leur dépit à 57 %, contre 39 % - soit un solde négatif de 18 %, resté inchangé.

Ce mécontentement est sensible même à droite (30 %), et très prononcé chez les sympathisants du PS (76 %), du PCF (83 %) et du FN (71 %). M. Raffarin a encore du chemin à parcourir sur la voie de la réforme "consensuelle" qu'il assure vouloir proposer aux Français.

Hervé Gattegno